



ASIE/INDE - Opposition des chrétiens au projet d'une nouvelle loi anti-conversion au Madhya Pradesh

Bhopal (Agence Fides) – Les chrétiens de l'Etat du Madhya Pradesh, dans le centre de l'Inde, s'oppose avec force à une mesure qui tend à durcir les normes déjà existantes en matière d'interdiction de conversion. Le nouveau texte de loi a été approuvé par l'exécutif conduit par le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party. Au Madhya Pradesh, est d'ores et déjà en vigueur depuis 1968 le Religious Freedom Act qui régit depuis lors la conversion d'une religion à l'autre. La nouvelle loi prévoit que la personne qui entend changer de religion doit en informer le magistrat du district. En outre, la nouvelle norme oblige les prêtres qui président une « cérémonie de conversion » - ou un baptême – à informer le gouvernement de l'Etat un mois auparavant de sa date exacte, du lieu et de l'heure auxquels aura lieu la conversion, la non observance de ces mesures s'accompagnant de sanctions. On remarquera que l'information préalable est suivie par une enquête administrative de la part de la police, afin de vérifier la présence de constrictions. Les chrétiens craignent que ceci ne se traduise par de nouvelles violences à l'encontre des ministres du culte.

« La norme semble laisser de nombreux citoyens avec la fausse impression que la conversion est illégale en Inde et cette idée est propagée par les groupes extrémistes qui se battent en faveur de l'idéologie de l'Hindutva (le caractère hindou) avec une férocité religieuse » explique dans une note envoyée à Fides le Conseil global des chrétiens indiens (GCIC), qui rassemble des chrétiens indiens de différentes confessions.

« Une telle décision hâtive fait partie d'un plan qui entend créer un climat de suspicion et de haine vis-à-vis de la communauté chrétienne, en vue des élections législatives de 2014 » dénonce le GCIC.

Des normes comme celles-ci, poursuit la note envoyée à Fides, « ont un impact social négatif sur les chrétiens, qui sont présentés comme des personnes qui ont pour but de faire des prosélytes. De cette manière, on rabaisse la précieuse action sociale menée par les chrétiens en faveur des nécessiteux et des marginalisés ».

Des lois anti-conversion sont actuellement en vigueur dans six des 28 Etats ainsi que dans sept territoires de l'Union indienne. Les lois en question ont théoriquement pour but de freiner les conversions religieuses opérées par la force, la ruse ou la flatterie. Selon le Conseil global des chrétiens indiens, en réalité, ces lois font obstacle à la conversion en général et sont instrumentalisées par les groupes nationalistes hindous afin de frapper les minorités religieuses. (PA) (Agence Fides 09/07/2013)